TL 3834

TIMOR ORIENTAL

25 juin – 13 juillet 1998

Au cours de ces quelques jours passés en tant que touriste au Timor Oriental, les rencontres et les faits observés m'ont donné un rapide aperçu de la situation dans l'île. Les informations relatées ici ont toutefois une portée limitée étant donnée qu'elles sont fondées sur un nombre limité d'observations à une période déterminée. Les choses évoluent très rapidement en ce moment.

Les faits

La chute de Soeharto a entrouvert la possibilité d'une solutions négociée aux yeux des timorais qui ont manifesté leurs revendications, de manière pacifique, dans la rue, ce depuis le 8 juin, date de la création du Conseil des Etudiants pour la Solidarité par Antero Benedito Da Silva, porte parole du mouvement estudiantin. Le 16 juin, un timorais est tué par balles sur la route côtière par un policier, provocant une vague de manifestations quotidiennes à Dili et Baucau qui se sont poursuivies jusqu'à la venue de la délégation de parlementaires européens du 28 au 30 juin. Par deux fois au cours de ces trois jours, l'armée ouvre le feu sur la foule, causant la mort d'un timorais à Baucau le 28 (un journaliste japonais filmant les évènements est à l'occasion poignardé par un militaire) après celle d'un étudiant et deux blessés graves à Manatuto dus à des combats avec des manifestants pro intégrationnistes étonnamment bien armés le 27.
La situation s'est calmée en attendant la venue d'une délégation du Congrès américain et de l'envoyé spécial des Nations Unies prévue initialement pour le 14 juillet mais retardée par les autorités indonésiennes. A l'heure actuelle plusieurs milliers de migrants fuient le pays par peur d'une poussée de violence à cette occasion.

La situation économique

Le TO est la région la plus pauvre d'Indonésie que j'ai visitée. A l'intérieur des terres, le système économique relève d'autres temps. La situation est encore pire à l'écart des bourgades. Aucun signe de progrès technique : pas d'électricité, pas d'eau courante, bêche et machette pour seuls outils. Les enfants ont le ventre ballonné par la faim que ne saurait combler l'agriculture de subsistance. On mange ce qu'on trouve : tubercules, riz, chien ou chat en période de vaches maigres. Les femmes ont souvent un enfant à 15 ans, le premier d'une douzaine. Les adultes dépassent rarement la cinquantaine d'après ce que j'ai pu comprendre, les autochtones ne parlant que quelques mots d'indonésien en dépit du spectaculaire effort consacré à l'éducation dont se targue le gouvernement. Certes, les puskesmas fleurissent, mais ils sont vides. Sans doute trop nombreux, inadaptés et surtout délaissés par les timorais qui criblent de pierres les panneaux vantant les mérites des campagnes de vaccination. Les routes construites et améliorées au cours des dernières années ne profitent guère qu'aux innombrables véhicules gouvernementaux et militaires. La totalité des productions d'exportation (café, fruits) sur lesquelles s'est fondée la politique agricole est

contrôlée par les militaires ou des entreprises américaines, ce qui réduit d'autant le bénéfice que peut en retirer la population locale. L'effort en matière de logement, enfin, incarné par les villages nouveaux, profite essentiellement aux « transmigrants » qui continuent d'affluer, encouragés par le gouvernement.

La police et l'armée

Les uniformes sont omniprésents sur tout le territoire (15 000 soldats selon les estimations de journalistes australiens) quoique concentrés en amont des principales bourgades, en forêt. Outre les 2 unités d'élite (paras et mariner), minoritaires, la majorité des forces armées est constituée d'éléments beaucoup moins disciplinés de l'armée de terre. Il s'agit d'engagés volontaires (essentiellement basés à Malang, Java Est), très jeunes (de 18 à 20 et quelques années pour les premiers partants) qui n'ont pas choisi le théâtre de leurs exploits mais, à en croire l'échantillon que j'ai côtoyé sur le bateau, ne sont pas mécontents des opportunités de carrière et du salaire, deux fois supérieur. Mal contrôlés, impulsifs, ce sont, d'après les timorais interrogés, les principaux responsables des exactions perpétrées contre les civils (les mariner, bien plus efficaces, sont paradoxalement respectés par la population, les étudiants leur concédant même quelques embrassades lors des manifestations à Dili). Les contrôles lors de barrages routiers, très fréquents hors de Dili, suscitent une réelle crainte (visages graves, réponses empressées, nervosité) chez certains timorais, notamment les plus âgés.

Exception faite de la police anti-émeutes, qui fait usage à merveille de ses matraques cloutées (mais qui au cours des évènements auxquels j'ai pu assister, n'est intervenue que ponctuellement sur des groupes lançant des pierres par exemple), la plupart des policiers se retrouvent bien malgré eux mutés au TO. D'après ce que j'ai pu tirer des nombreuses heures passées au poste local pour enregistrer mon séjour, ils s'occupent des affaires courantes (autant dire qu'ils n'ont rien à faire, d'autant plus que les effectifs sont impressionnants comparés à la taille de leur circonscription) si ce n'est la surveillance des occidentaux de passage, confiée à une « police touristique » qui enregistre méthodiquement tous leurs déplacements et les suit à la trace par l'intermédiaire d'un réseau d'informateurs. Les « intels » sont en effet très nombreux à défaut d'être particulièrement discrets. La plupart du temps javanais ou balinais, mais aussi un bon nombre de timorais, ils surveillent toutes les discussions, aiguillent les visiteurs vers les endroits qui leur semblent appropriés (à savoir les hôtels et les chauffeurs en qui ils ont confiance, les lieux épargnés par l'agitation populaire, ...).
La police ne semble par ailleurs pas impliquée dans la lutte contre la guérilla et les mouvements étudiants qui craignent bien davantage les militaires. Elle se trouve ainsi particulièrement embêtée lorsque lui sont délivrés agitateurs pro intégrationnistes et ninjas, encadrés par l'armée.

J'ai cependant rencontré par hasard plusieurs personnes ayant été détenues à Java pour avoir exercé des activités dans le cadre de la guérilla ou même simplement manifesté. Ils m'ont montré les abondantes séquelles des passages à tabac.

Les groupes pro intégrationnistes

Le gouvernement indonésien justifie sa présence au TO (par l'intermédiaire des media notamment) par l'affirmation qu'une majorité souhaite l'intégration et ce depuis la déclaration

de Balibo selon laquelle l'Apodeti appelle l'Indonésie à la rescousse de la volonté du peuple. Il se fait par conséquent fort d'illustrer cet « état de fait » par la tenue d'importantes manifestations de soutien. Celles ci sont en réalité enflées par les media (à titre d'exemple, celle du 27 juin, qui a fait la une des journaux javanais et de TVRI comptait à grand peine 3 camions à comparer aux quelques milliers de contre manifestants ayant défilé l'après-midi) et bon nombre de timorais sont rétribués pour leurs bons et loyaux services. Le chiffre de 200 000 roupies par jour et par personne (quand le revenu journalier moyen n'atteint pas les 10 000 roupies) m'a été avancé à plusieurs reprises.
Par souci de crédibilité, le courant pro intégrationniste s'est depuis peu fait l'avocat du projet d'autonomie proposé par le gouvernement et soutenu par les Nations Unies et le Congrès américain qui accorderait au TO une totale liberté dans tous les domaines exceptées les affaires étrangères, la défense nationale et la monnaie (les modalités d'élection des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire n'étant par ailleurs pas précisés, il est vraisemblable que l'Apodeti héritera de ces généreuses prérogatives).

La pression internationale et la légitimité peu discutable d'un référendum ont toutefois conduit les autorités à aller plus loin. Il s'agit de justifier la présence des forces armées par l'existence d'un conflit interne entre timorais pro et anti. Ali Alatas, ministre des affaires étrangères expliquait ainsi à TIME (numéro du 13 juillet) que « le référendum contenait le danger de violemment diviser une nouvelle fois le peuple du TO et faisait ressurgir le spectre d'une reprise de la guerre civile » (allusion faite aux évènements de l'été 1975). Sur le terrain, cette politique se traduit par des provocations systématiques envers les mouvements indépendantistes : contre manifestations, jets de pierres sous l'œil impassible de l'armée (le 27 juin encore, la centaine de pro ramasse ainsi tranquillement ses munitions dans les jardins de la caserne située face au gouvernement provincial) et surtout, à partir du 8 juillet, un retour en force des ninjas qui arrosent copieusement de pierre les maisons des activistes étudiants la nuit tombée, attendant qu'ils sortent pour procéder à des arrestations, enlèvements, voire assassinats. Le 8 juillet, 5 hommes cagoulés sont arrêtés en possession de 6 grenades et 5 pistolets à Becora par des habitants du quartier et conduits à la résidence de Monseigneur Belo. Les étudiants interrogés soupçonnent l'armée (qui équipe et rénumère, ces escadrons de la mort) de vouloir provoquer d'éventuelles représailles envers les pro, ce qui déclencherait une escalade de violence difficilement contrôlable.

Il m'apparaît enfin intéressant de noter que les immigrants indonésiens, et particulièrement ceux originaires de provinces autres que Java et Bali ne prenaient pas part, autant que j'aie pu m'en apercevoir au cours de discussions avec les commerçants, propriétaires de restaurants ou d'hôtels, de pêcheurs,... dans le conflit, pas même position au niveau des idées. Il m'a semblé que la plupart, souvent récemment installés, reconnaissent l'aversion de la majorité des timorais pour l'intégration et surtout qu'ils se passeraient bien des problèmes politiques. Beaucoup craignent pour leur sécurité, préférant sans doute ne pas susciter l'animosité de tel ou tel autre camp.

Les courants indépendantistes

Une grande majorité de timorais est vivement opposée à l'intégration, c'est une certitude. Il suffit de demander simplement aux gens, dans la rue, ou de constater l'étonnant soutien dont jouissent les rassemblements étudiants (mobilisation de tous les véhicules disponibles, signes d'amitié, petites contributions : repas, ...) par rapport aux manifestations pro. L'opposition s'est focalisé sur deux vecteurs de résistance : le mouvement étudiant et les FALINTIL.

Depuis l'ouverture du territoire en 1989, les choses semblent avoir beaucoup changé. L'armée n'a plus droit de vie et de mort sur les civils, les exactions sont reportées, ... Les récents évènements qui ont abouti à la chute de Soeharto ont montré l'efficacité de manifestations pacifiques mais massives dans le seul but de montrer la popularité de ses revendications. Les révoltes des années précédentes (incendies de magasins, de postes de police, ...) semblent révolues. Les manifestations auxquelles j'ai assisté étaient bien encadrées par des responsables étudiants et même un professeur d'université, les gestes d'agressivité au cours du défilé auto sanctionnés (quelques pierres volant parfois vers les CRS locaux sans grand dommage). Un point d'honneur est mis à la communication. Les journalistes ou même les touristes sont contactés, l'Evêché et la presse locale (Surya Timor Timur) informés. Les étudiants paraissaient ravis que je leur communique les coordonnées du responsable de l'AFP à Jakarta.

Tous sont résolument opposés à la proposition d'autonomie qu'ils considèrent comme un moyen de « délégitimiser » les revendications actuelles sans apporter de réel changement. Il est d'ailleurs à noter que la proposition reconnaît à l'Indonésie le droit de maintenir la force armée nécessaire à assurer la sécurité de la province vis à vis de l'extérieur (le nombre n'est bien entendu pas précisé), ce qui ne saurait être accepté par les étudiants.

Un activiste travaillant à Jakarta m'a par ailleurs expliqué qu'ils essayaient d'établir des liens avec les mouvements étudiants en Indonésie, par l'intermédiaire des étudiants timorais à Java, Bali, Lombok. Cette information ne m'a cependant pas été confirmée (il est fort regrettable que je n'aie pu rencontrer de responsable étudiant, faute de temps).

Les FALINTIL demeurent très présents à Timor. Si l'ABRI évalue leur nombre à 200, les journalistes rencontrés sur place et les timorais estiment qu'ils seraient 500 permanents et environ un millier vivant en ville, mobilisables à tout moment. En dépit des témoignages de journalistes revenant de la « forêt » (il est très facile de rencontrer la guérilla ; je me suis entretenu avec plusieurs de ses membres à Dili) selon lesquels ils manquent cruellement d'armes et de médicaments, ils représentent toujours une menace pour les forces indonésiennes. Un reporter australien ayant vécu quelques temps avec la guérilla m'a avancé le chiffre d'une cinquantaine de pertes indonésiennes (attaques de camions militaires et de postes de police) l'année dernière.

Toutefois, les perspectives d'une ouverture négociée par l'intermédiaire du mouvement étudiant a apparemment conduit les FALINTIL à cesser les attaques pour quelques temps. Les liens avec les étudiants sont très étroits. Un service d'une douzaine d'estafettes sillonne en permanence l'île afin de communiquer les informations. Un jeune timorais que j'ai rencontré est responsable à plein temps des relations avec les occidentaux de passage et les timorais de l'extérieur.

L'Eglise

Le 24 juin, Monseigneur Belo ressortait rayonnant d'un entretien avec le Président Habibie au cours duquel ce dernier s'est engagé à retirer progressivement les troupes indonésiennes et surtout à mettre fin aux pratiques opprimant les timorais (interdiction de se déplacer, violations des droits de l'homme, ...). L'évêque réaffirmait par la même occasion son attachement à améliorer le quotidien de la population, plutôt que de se faire l'avocat de revendications politiques.

De par sa nature et l'origine de ses membres (une bonne partie des prêtres et des enseignants religieux est indonésienne), l'Eglise se doit d'adopter une neutralité politique, même si, en

dénonçant les exactions, elle est en étroite relation avec les étudiants. Certains membres, de jeunes cadres timorais notamment, travaillent même en étroite collaboration avec les universitaires.

Les séminaristes rencontrés à Santa Cruz ont longuement insisté sur le rôle consensuel de l'Eglise timoraise : il faut apprendre à discuter sans les armes, combler le fossé de ressentiment qui s'est creusé entre timorais et immigrants indonésiens, de haine entre pros et anti. Les paroisses assument par ailleurs un rôle éducatif primordial, offrant une alternative à l'Ecole indonésienne même si elles sont tenues de respecter les programmes nationaux.

Les indonésiens en Indonésie

Au cours des semaines que j'ai passées en Indonésie, à Java et Bali notamment, j'ai eu maintes fois l'occasion de discuter du problème de Timor avec des gens de tous milieux. Souvent désinformés, les indonésiens se montrent sceptiques quant à l'exposé que je leur fait de la situation. Mais ils témoignent d'un réel intérêt pour le TO, au même titre que l'Irian Jaya et se montrent compatissants en ce qui concerne les méthodes de l'armée dont ils ont parfois un aperçu dans leur propre région. Les étudiants, s'ils accordent davantage d'importance aux réformes politiques au niveau national reconnaissent néanmoins le bon droit du peuple timorais à choisir seul sa destinée.

Conclusion : l'appel du peuple timorais

L'objet initial de mon voyage au TO était de me rendre compte de la situation sur place. Sur le terrain, la réalité est bien souvent différente de l'idée que l'on s'en fait d'après récits et témoignages. J'ai découvert à quel point les timorais avaient besoin de soutien extérieur.

Par notre seule présence, nous représentons tout d'abord une contrainte pour la répression et ce malgré le suivi rapproché mis en œuvre par les forces de sécurité. Certains villages appellent ainsi de tous leurs vœux l'ouverture d'un losmen dans le seul but de réduire un tant soit peu la pression de l'armée.
L'expérience que représente un séjour, aussi bref fût-il, au TO nous amène d'autre part à témoigner, en racontant simplement autour de soi ce que l'on a vu. Il est très aisé de franchir le pas du simple spectateur, sans pour autant prendre de risques inconsidérés, en recueillant témoignages et clichés que l'on pourra communiquer aux associations de soutien ou à la presse. L'AFP s'est à ce titre montrée fort intéressée par le bref compte rendu que j'ai pu faire de la situation pendant mon séjour.
Enfin, les besoins matériels sont conséquents, ne serait-ce que pour assurer les déplacements, donner les moyens aux timorais d'informer l'extérieur (mail, communications téléphoniques, appareil photo, ...).

Ce soutien nous est demandé explicitement. Chaque photo prise, chaque message enregistré, sont récompensés par des sourires, des regards d'espoir, des remerciements. Les timorais attendent beaucoup de l'extérieur, même s'il s'agit de simples touristes (le projet de réaliser un petit guide que l'on enverrait au Routard et au Lonely Planet a été accueilli avec enthousiasme). Il ne reste qu'à répondre à leur appel.